

BULLETIN D'INFORMATION

APRÈS L'ANNONCE DE L'EUROPE DE SOUTENIR LA MAURITANIE AVEC 510 MILLIONS D'EUROS : LES NÉGOCIATIONS EURO-MAURITANIENNES SUR UN ACCORD POUR LUTTER CONTRE LA MIGRATION ILLÉGALE ONT COMMENCÉ

Les représentants du gouvernement mauritanien et de l'Agence européenne des frontières "Frontex" ont annoncé lundi dernier le début des négociations entre les deux parties concernant un accord pour combattre la migration illégale. Les négociations ont impliqué des experts des secteurs de la sécurité, de la défense, de l'intérieur et des garde-côtes dans la capitale mauritanienne, Nouakchott.

Ces réunions officielles entre les deux parties font suite à une rencontre entre le président mauritanien, le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen la semaine dernière pour discuter des moyens de lutter contre la migration illégale en établissant un partenariat stratégique qui respecte la souveraineté des deux parties et préserve leurs intérêts vitaux. Cela inclut le soutien économique européen à la Mauritanie, qui s'élève à 510 millions d'euros, dont 200 millions d'euros provenant uniquement de l'Espagne.

Les deux parties ont discuté des moyens d'établir un cadre approprié pour identifier les défis liés à la gestion de la migration et des réfugiés, déterminer les objectifs attendus, les moyens et les engagements mutuels, ainsi que partager les charges communes proportionnellement aux risques et aux défis auxquels chaque partie est confrontée.

Le chef de la délégation mauritanienne a souligné la nécessité pour le côté européen de s'engager à garantir le bénéfice des citoyens mauritaniens en renforçant les jeunes dans le développement et la résilience, et en obtenant des privilèges pour eux lors de leur migration en Europe. La Mauritanie porte un lourd fardeau dans le domaine de la migration car elle est un pays de transit.

Les opposants à l'accord mauritano-européen soutiennent qu'il transformera la Mauritanie en un policier pour l'Europe, protégeant ses frontières et ses eaux territoriales et empêchant l'afflux de migrants. De plus, il y a des inquiétudes concernant la possibilité que la Mauritanie devienne un lieu géographique pour recevoir des migrants illégalement expulsés d'Europe et établir des camps de détention pour accueillir des centaines de milliers d'Africains expulsés de différents pays européens.



NÉGOCIATIONS CHYPRIOTES-LIBANAISES POUR DÉTERMINER LE SORT DE 116 MIGRANTS SYRIENS.

Le sort de 116 migrants syriens illégaux reste inconnu alors que les négociations se poursuivent entre les autorités chypriotes, où les migrants sont arrivés, et le gouvernement libanais, d'où les migrants sont partis, concernant le mécanisme de traitement des migrants. Les migrants, principalement des réfugiés syriens fuyant la guerre et la pauvreté, ont quitté les côtes libanaises en direction des côtes européennes. Le voyage a rencontré des difficultés en mer, où les migrants ont enduré une tragédie en raison d'un dysfonctionnement technique du bateau non autorisé avant d'atteindre les côtes chypriotes. Un appel de détresse a été lancé et la question a été traitée, les conduisant à arriver aux côtes chypriotes, mais ils ont rapidement été interceptés par la garde côtière. Notre plateforme a ensuite continué la communication avec la plateforme "Alarm Phone" pour suivre l'affaire.

Les autorités chypriotes ont refusé d'autoriser l'entrée des migrants sur leur territoire et ont poursuivi les négociations avec les autorités libanaises. Chypre a renvoyé les migrants sur le rivage libanais le deuxième jour, mais les autorités libanaises les ont empêchés d'entrer sur leur territoire. Sous la pression des organisations internationales, Chypre les a placés dans des abris pour migrants.

Les migrants sont confrontés à trois possibilités : Chypre accepte leur entrée, leur retour au Liban ou leur expulsion vers la Syrie, les autorités chypriotes demandant que la Syrie soit considérée comme un pays sûr. Le gouvernement chypriote a pris position contre l'accueil des migrants, le nombre d'arrivées diminuant, avec seulement 4 259 migrants irréguliers arrivés en 2023 contre 937 migrants en 2022. Les demandes d'asile à Chypre ont diminué de 46% en 2023, tandis que le rapatriement et le départ volontaire ont augmenté de 66%.

Dans l'ensemble, Chypre a enregistré environ 10 991 migrants entrants en 2023, soit une baisse d'environ 6 447 par rapport à 2022. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a exprimé sa préoccupation concernant les politiques du gouvernement chypriote consistant à renvoyer les migrants syriens au Liban sans évaluer s'ils ont besoin d'une protection juridique. Le bureau du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Chypre a déclaré que les opérations de déportation et de transport entre pays "sans garanties légales et procédurales pour les individus susceptibles d'avoir besoin d'une protection internationale contreviennent au droit international et européen. Les opérations de transport peuvent entraîner le retour d'individus dans un pays où ils risquent la persécution, la torture ou des traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants".

En ce qui concerne le Liban, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés au Liban a révélé qu'en 2023, l'agence a confirmé le départ de 59 bateaux du Liban transportant environ 3 528 passagers, dont 3 298 Syriens, 76 Libanais, 5 Palestiniens et 149 personnes dont la nationalité n'a pas pu être confirmée. L'agence a indiqué que 29 bateaux transportant 1 558 personnes ont réussi à atteindre Chypre, dont trois ont ensuite été renvoyés au Liban, dont 109 passagers. De plus, il y avait 45 bateaux dont les lieux de départ n'ont pas pu être confirmés, que ce soit la Syrie ou le Liban.

Les organisations internationales soulignent la violation par Chypre du principe de non-refoulement, tel que stipulé dans la Convention de Genève de 1951 et la loi européenne sur l'asile, en empêchant les migrants d'accéder à son territoire et de demander l'asile, ainsi que la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, la Convention européenne des droits de l'homme concernant l'interdiction des expulsions collectives, et la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.



TUNISIE : MORT DE 9 MIGRANTS AU LARGE DE LA CÔTE... ET SAUVETAGE DE 52 AUTRES



La Direction générale de la Garde nationale a annoncé que 9 personnes sont décédées après le naufrage de leur bateau au large de la côte tunisienne jeudi. La Direction a déclaré dans un communiqué que "l'opération de sauvetage a eu lieu à 4 milles au large de la côte de Jdaira, où 52 migrants de diverses nationalités, dont des cas critiques, ont été secourus, tandis que les corps de 9 migrants ont été récupérés. La Tunisie est considérée comme un point de départ majeur pour des milliers de migrants se dirigeant vers l'Europe, en particulier la côte italienne. La Garde nationale tunisienne a intercepté 69 963 migrants de janvier à novembre 2023, contre 31 297 au cours de la même période en 2022."

Qaswa Al-Khulali attaque les immigrants illégaux et confirme : ils représentent un fardeau pour l'économie égyptienne



La présentatrice de télévision Qaswa Al-Khulali a critiqué les immigrants illégaux, déclarant que "ceux qui résident illégalement en Egypte représentent un fardeau significatif pour l'économie égyptienne". Au cours de son émission de télévision, elle a exprimé son soutien à la décision du gouvernement de suspendre les services fournis par l'État aux étrangers exemptés de résidence à des fins autres que le tourisme dans le pays, à partir de la fin du mois de juin prochain, "selon la date limite spécifiée", s'ils ne détiennent pas la carte d'exemption de résidence délivrée par l'Administration des passeports. Elle a déclaré : "Accorder aux résidents illégaux dans le pays une période de grâce de 3 mois pour régulariser leur situation évitera la discrimination entre eux et les Égyptiens car c'est le citoyen égyptien qui supporte le fardeau économique." Elle a ajouté : "Il n'est pas logique de permettre à d'autres d'être présents illégalement, et l'État égyptien souffre de l'immigration illégale au milieu des pressions économiques. Il a ouvert ses portes à tout le monde, mais maintenant nous devons réguler la situation et traiter les contrevenants selon la loi." Elle a également déclaré : "L'immigration illégale prive les Égyptiens de nombreux services, compte tenu des conditions économiques difficiles actuelles."

LE TEXAS FAIT FACE À L'IMMIGRATION ILLÉGALE AVEC UNE BASE MILITAIRE DONT LA FORCE ATTEINT 2 300 SOLDATS

Dans le cadre de la politique de l'État du Texas contre l'immigration illégale, l'État construit une "base" militaire dans la ville d'Eagle Pass, près de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, pour dissuader l'immigration illégale. La base sera un complexe couvrant 80 acres sur les rives du fleuve Rio Grande, avec une capacité allant de 1 800 à 2 300 soldats.

Cette initiative fait partie du plan du Texas, où le gouverneur a déployé des milliers de soldats de la Garde nationale à la frontière entre les États-Unis et le Mexique pour empêcher les flux d'immigration illégale, qui ont atteint des niveaux sans précédent. De plus, le gouverneur du Texas a construit un mur frontalier temporaire à Eagle Pass en utilisant des conteneurs d'expédition et du fil barbelé pour dissuader les migrants, et a émis une loi permettant aux autorités de l'État d'arrêter et de déporter les personnes soupçonnées d'avoir franchi illégalement la frontière, qui sera mise en œuvre à partir du 5 mars.

Le gouverneur Abbott déclare qu'il est nécessaire de poursuivre et d'élargir efficacement nos efforts pour dissuader l'immigration illégale, en soulignant la nécessité de construire cette base. Le camp permettra au Texas de "rassembler une grande armée dans une zone hautement stratégique et d'augmenter la vitesse et la flexibilité de la Garde nationale du Texas pour faire face aux opérations de franchissement".



MÉDECINS SANS FRONTIÈRES SECOURT 80 MIGRANTS IRRÉGULIERS AU LARGE DES CÔTES LIBYENNES

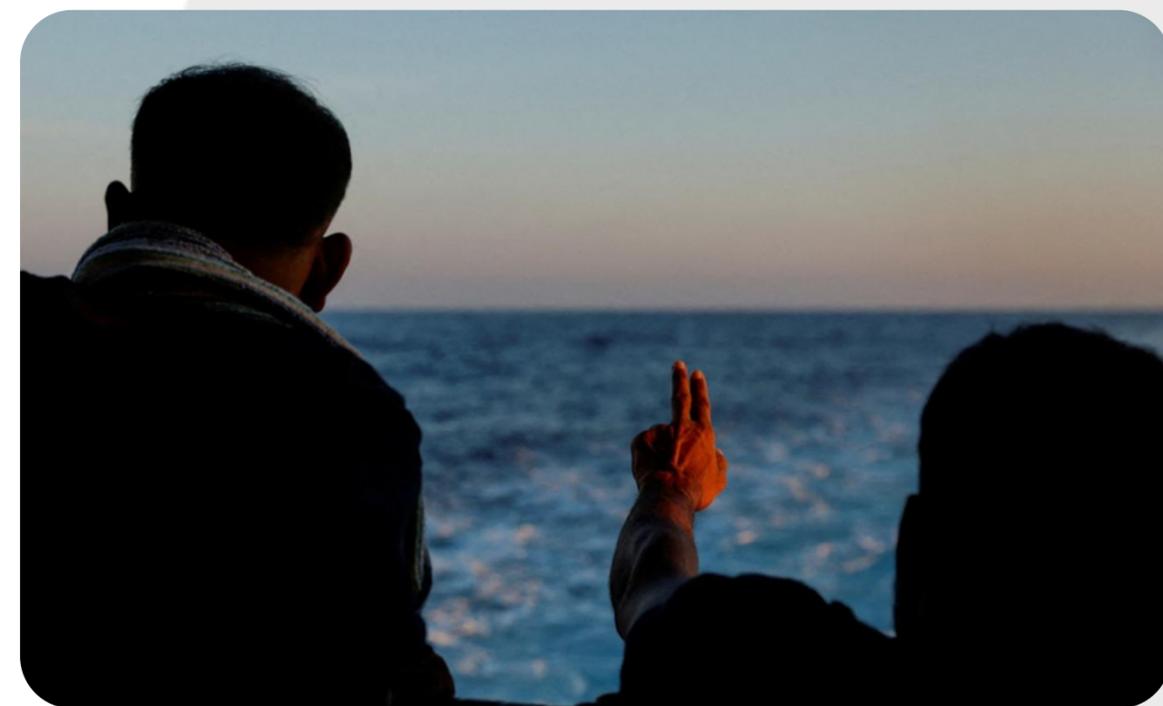
Médecins Sans Frontières a secouru 80 migrants samedi dernier lors de deux opérations de sauvetage en mer Méditerranée au large des côtes libyennes. Deux d'entre eux ont été retrouvés morts, tandis que trois autres ont été perdus lors de l'opération de sauvetage.

Le navire GeoBarents, appartenant à Médecins Sans Frontières, a secouru plus de 60 personnes d'un bateau pneumatique en eaux internationales au large de la Libye samedi dernier. De plus, un corps a été récupéré, et l'un des migrants secourus est décédé peu de temps après l'opération de sauvetage.

Médecins Sans Frontières a déclaré qu'un autre groupe de 19 personnes a été secouru d'une plateforme pétrolière offshore tunisienne abandonnée à proximité, après que les migrants ont nagé vers elle lorsque de l'eau a commencé à entrer dans le bateau sur lequel ils se trouvaient. L'organisation caritative a ajouté que trois personnes restent sur le bateau et sont maintenant considérées comme disparues.

La route centrale de la Méditerranée est considérée comme la route de migration irrégulière la plus dangereuse au monde, avec près de 2 500 migrants décédés ou portés disparus l'année dernière, selon l'Organisation internationale pour les migrations.

Médecins Sans Frontières a déclaré : "Tous les survivants se rétablissent maintenant et reçoivent des soins à bord du Geo Barents après cette épreuve douloureuse", notant qu'ils ont demandé l'autorisation de débarquer "au lieu le plus sûr possible le plus proche". Cette demande survient malgré les récentes difficultés avec le gouvernement italien, qui désigne des ports éloignés pour le débarquement, nécessitant plusieurs jours de navigation pour les atteindre.



INQUIÉTUDES DE L'ONU CONCERNANT LA LOI BRITANNIQUE SUR LA "SÉCURITÉ AU RWANDA" CONCERNANT LA DÉPORTATION DES MIGRANTS



Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a critiqué le projet de loi britannique concernant le plan du gouvernement britannique d'envoyer des demandeurs d'asile au Rwanda. Türk a déclaré que les mesures visant à expulser les demandeurs d'asile vers le Rwanda sont en contradiction avec les principes fondamentaux de l'État de droit et représentent un risque sérieux pour les droits de l'homme. Malgré le rejet de la Cour suprême, le gouvernement du Premier ministre Rishi Sunak insiste pour envoyer les immigrants illégaux au Rwanda. Le gouvernement a introduit un nouveau projet de loi appelé la loi "Sécurité Rwanda", considérant le Rwanda comme un pays sûr. Si la loi est promulguée, les juges britanniques seront contraints de considérer le Rwanda comme un pays tiers sûr. Türk a déclaré dans un communiqué que les effets combinés de cette loi, qui tente de soustraire les actions du gouvernement à la surveillance juridique régulière, sont incompatibles avec les principes fondamentaux des droits de l'homme. Il a exhorté le gouvernement britannique à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le plein respect des obligations juridiques internationales du Royaume-Uni et à maintenir la fière tradition du pays en matière de surveillance judiciaire efficace et indépendante. Türk a exprimé des inquiétudes selon lesquelles le projet de loi pourrait restreindre considérablement l'application des lois et des normes en matière de droits de l'homme et rendre relativement discrétionnaire la mise en œuvre des ordonnances de protection intérimaires émises par la Cour européenne des droits de l'homme, malgré le caractère internationalement contraignant de ces ordonnances pour la Grande-Bretagne.

Accusée de trafic de migrants, une cour égyptienne a condamné 15 accusés à la prison

Le tribunal criminel de Zagazig a rendu un verdict condamnant 15 accusés, membres d'un gang criminel impliqué dans le trafic de migrants, à des peines de prison allant de 5 à 10 ans pour avoir tenté de faire passer illégalement des individus vers des pays européens via un bateau mal équipé, mettant ainsi leur vie en danger pour des gains financiers, en échange de la libération de 10 autres.

L'affaire remonte à 2021 lorsque le parquet a renvoyé 25 accusés de divers gouvernorats, dont Sharqia, Gharbia, Minya, Marsa Matrouh, Qena, New Valley et Kafr El-Sheikh, devant le tribunal criminel de Zagazig, les accusant tous d'avoir tenté de faire passer illégalement des enfants et des adultes vers des pays européens via la Libye dans le but de réaliser des profits.

Les enquêtes ont révélé que les accusés ont commis le crime de trafic de migrants en établissant un réseau dirigé par un Égyptien dans le gouvernorat de Sharqia, spécialisé dans le trafic de migrants illégaux de l'Égypte vers des pays européens via la Libye. Parmi les migrants se trouvaient des enfants et des adultes totalisant plus d'une vingtaine de personnes, qui ont été soumis à des conditions mettant leur santé en danger à bord d'un bateau mal équipé à cet effet, dans le but de tirer directement ou indirectement des avantages financiers ou autres.

Le verdict a été prononcé sous la présidence du conseiller Salama Gaballah, avec la participation des conseillers Haitham Hassan El-Dewy, Yahya El-Sadek, Shadi El-Mahdy Abdel Rahman, et le secrétaire Nabil Shukri.



APRÈS 18 ANS D'UN PÉRIPLÉ PÉRILLEUX, NOUR AL-DIN N'OUBLIE PAS D'AVOIR AFFRONTÉ LES VAGUES DE LA MER MÉDITERRANÉE ET LE DÉSERT ARIDE DE LIBYE. IL CONFIRME : "J'AI VÉCU SANS ABRI PENDANT 7 ANS... ET J'AI OBTENU LA CITOYENNETÉ ITALIENNE APRÈS 14 ANS"

"Le migrant sans langue ni lieu est un orphelin sur les chemins de l'Europe, et à bord des bateaux de la mort réside une fin sans vie et sans pitié." C'est la conclusion à laquelle est parvenu Nour al-Din Hilal, qui vit dans la ville italienne de Turin depuis 18 ans.

Nour al-Din, qui travaille en tant qu'entraîneur de football dans la ville de Turin, n'a pas oublié son parcours pour atteindre le rêve européen. Il affirme avoir vécu un danger qu'il ne peut oublier, et ne le souhaiterait pas à un ami ou à un ennemi, lorsqu'il a affronté les vagues de la mer Méditerranée et a vécu dans le désert libyen désolé lors de son voyage de migration illégale en 2006.

Nour al-Din n'était pas seul dans son voyage ; il était accompagné de ses amis de la ville d'Aforar au Maroc, où leur bateau transportait 320 autres migrants. Ils sont tous partis pour l'Italie, la considérant comme la seule solution au chômage et au désespoir, par l'intermédiaire de courtiers clandestins chargés de sécuriser les voyages de migration. Son voyage a commencé par un vol de Rabat, au Maroc, vers la Tunisie, puis vers Sfax, et enfin vers le poste-frontière de Ras Jedir entre la Tunisie et la Libye.

Pendant 7 longues années, Nour al-Din a vécu comme un sans-abri en Italie, sans voir ses parents, incapable de trouver des opportunités d'emploi, poursuivi par la police, et vivant dans les canaux d'égouts, jusqu'à ce qu'il trouve une opportunité de mettre en valeur son talent pour jouer et entraîner au football.

La vie de Nour al-Din a commencé à s'améliorer lorsqu'il a appris l'italien et étudié l'entraînement au football, rejoignant finalement en tant que recruteur de talents l'Inter Milan et l'AC Milan.

La citoyenneté italienne était un rêve réalisé en 2020 après de nombreuses années de travail en tant qu'entraîneur de football dans plusieurs clubs italiens. Cependant, il n'a jamais oublié ses souffrances et son désespoir au cours des longues années où il a souhaité retourner dans son pays d'origine, le Maroc.



AFTER DISCOVERING A LEGAL LOOPHOLE FOR HUMAN TRAFFICKING, SPAIN REQUIRES SENEGALESE TO HAVE AN "ENTRY VISA"

Les autorités espagnoles travaillent sur l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour lutter contre l'immigration illégale après avoir découvert une faille juridique qui permet aux passeurs de contourner les lois espagnoles concernant l'accueil des migrants sénégalais. La nouvelle stratégie exigera des citoyens sénégalais de présenter un visa de transit aéroportuaire. Les autorités espagnoles ont arrêté 12 passeurs appartenant à un groupe mafieux impliqué dans le trafic de migrants sénégalais, leur permettant d'atteindre des pays européens comme la France via Madrid en tant que point de transit. Les autorités espagnoles ont révélé l'exploitation par les trafiquants de l'« international transit » dans les aéroports, où les migrants illégaux demandent l'asile à leur arrivée à l'aéroport de Madrid, avant d'être transportés vers leurs pays de destination en échange de paiements financiers. Ce crime international a réussi à faire passer clandestinement 200 Sénégalais en France, en Allemagne et en Belgique en exploitant les lois sur le transit, les migrants trompant les autorités en achetant des billets d'avion vers des pays ne nécessitant pas de visas lors de leur escale à Madrid. La plupart des vols de départ provenaient de Casablanca, au Maroc, à destination de différents pays d'Amérique du Sud, nécessitant une escale à Madrid, où tous les migrants faisaient halte à l'aéroport de Barajas et demandaient l'asile à leur arrivée après avoir déchiré leurs passeports, affirmant être des « mineurs » ou provenir de pays en conflit comme le Mali et l'Éthiopie. Cependant, lors de leur transfert vers des centres d'accueil, ils étaient transportés vers différents pays européens. Les autorités espagnoles ont révélé que l'organisation criminelle, composée de 12 membres, dont 11 ressortissants sénégalais dirigés par un citoyen espagnol. L'Espagne lutte contre l'afflux de migrants illégaux par voie maritime et aérienne, l'aéroport de Madrid ayant reçu 188 mineurs non accompagnés en seulement 17 jours au cours du premier semestre de l'année en cours. Dans un contexte connexe, un tribunal de Poitiers, en France, a condamné un citoyen d'origine sénégalaise à dix mois de prison pour avoir aidé au transit entre l'Espagne et la France. L'homme transportait quatre migrants dans sa voiture lorsqu'il a été arrêté, et les quatre migrants ont été renvoyés à la frontière espagnole.

PARLEMENT MAROCAIN : 60% DE LA MIGRATION AFRICAINE SE PRODUIT À L'INTÉRIEUR DU MÊME CONTINENT



La 17e session de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée a abordé la question de la migration illégale, accueillie par le Parlement marocain dans la capitale, Rabat, au cours des deux derniers jours. Le Parlement marocain a été le théâtre de discussions approfondies sur les problèmes et les enjeux qui préoccupent les politiciens et les responsables de la région, à la lumière des évolutions et des changements vécus par les peuples de la région en matière de changement climatique, de sécurité sanitaire, de questions migratoires, de traite des êtres humains et de crime organisé, qui nécessitent une coopération méditerranéenne commune. Les parlementaires estiment que l'Europe a des perceptions négatives sur la migration, mais le Maroc considère la migration comme une "opportunité pour le continent africain", en soulignant que la migration ne se limite pas à l'Europe et à l'Afrique, mais est largement interne, avec plus de 60 % se produisant à l'intérieur du continent et seulement un faible pourcentage impliquant une migration entre l'Afrique et l'Europe. Ils ont souligné que l'Afrique a besoin d'un modèle de développement qui investisse dans ses ressources humaines existantes, plutôt que de les exporter hors du continent, à un moment où elles sont très nécessaires en son sein.



GARDE NATIONALE TUNISIENNE : DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU ORGANISANT DES OPÉRATIONS DE MIGRATION ILLÉGALE DANS LE GOUVERNORAT DE TATAOUINE

La Garde nationale tunisienne a annoncé mercredi le démantèlement d'un réseau spécialisé dans l'organisation d'opérations de migration illégale dans la ville de "Remada" dans le gouvernorat de Tataouine, au sud-est du pays.

La Garde nationale a ajouté dans un communiqué qu'une des patrouilles a réussi à appréhender deux Tunisiens qui transportaient des migrants africains vers l'une des villes frontalières en échange d'un paiement, précisant que des mesures légales ont été prises contre les suspects.

Dans un contexte connexe, les unités de la Garde nationale tunisienne ont réussi à appréhender un élément dangereux spécialisé dans le recrutement et l'hébergement de migrants illégaux dans la ville de Jebeniana dans le gouvernorat de Sfax.

